ASSEMBLÉE NATIONALE

18 novembre 2021

RELATIF À LA DIFFÉRENCIATION, LA DÉCENTRALISATION, LA DÉCONCENTRATION
ET PORTANT DIVERSES MESURES DE SIMPLIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE
LOCALE - (N° 4406)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CL970

présenté par
M. Molac, M. Acquaviva et Mme Dubié

ARTICLE 39

Au début de la première phrase de l'alinéa 6, substituer aux mots :

« Sauf lorsque sa minorité est manifeste »,

les mots :

« En cas de doute sur sa minorité ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent article prévoit que le département présente aux services de la préfecture, les personnes se présentant comme mineure non accompagnée, sauf lorsque leur minorité est « manifeste ».

Cette rédaction est beaucoup trop imprécise, elle n'est pas juridiquement définie. Par ailleurs, elle contrevient au principe de bénéfice du doute, défini à l'article 388 du Code civil.

Cet amendement a donc pour objet de préciser que la présentation des MNA en préfecture et le recours au fichier AEM n'ont lieu « qu'en cas de doute » et non plus « sauf quand la minorité est manifeste ».